



# Front des luttes

## - mars 2014 -



L'abstention très forte dans les quartiers populaires a été le principal enseignement des élections municipales. La déception, le mécontentement, la colère se traduisent par une sanction méritée à l'égard du gouvernement social-démocrate et de sa politique au service du Capital et de l'UE.

Le cadre antidémocratique de la Vème République, fondé sur l'alternance entre les deux partis cogérants du pouvoir du Capital (et leurs associés), a fonctionné et la droite et l'extrême-droite sont sorties renforcées ; alternance entre partis et responsables qui ne changera en rien le fond, car c'est toujours la même politique de classe qui est menée alternativement par le PS ou l'UMP, pour le seul bénéfice des capitalistes.

Sur la base de leur propre expérience, les travailleurs commencent à prendre conscience que le PS n'est pas un parti de gauche, défenseur des intérêts populaires, mais un parti intégré au système capitaliste, ayant pour mission de duper les forces du travail. Mais pour que la sanction soit durable et que des reculs soient imposés au MEDEF et au gouvernement Valls, il faut renouer avec cette leçon de l'histoire : les grandes conquêtes sociales, les défaites infligées au Capital l'ont été par des grèves massives, des grandes luttes extra-parlementaires et des manifestations.

Ce qui implique la clarté politique : manifester le samedi et protester contre le Pacte, tout en cogérant, le reste de la semaine, villes et régions avec le PS (comme le font le Front de Gauche et le PCF), c'est, qu'on veuille ou non, laisser à la réaction le champ libre de l'opposition au gouvernement, pour poursuivre la même politique !

### **Non au Pacte de Responsabilité**

Depuis des décennies, les gouvernements de droite et de « gauche » ont accordé, au nom de la « défense de l'emploi », des centaines de milliards d'aides publiques au patronat. Véritables cadeaux qui assurent le profit maximal au patronat tout en enfonçant le pays dans la crise et le déclin, aggravant le chômage (plus de 5 millions, 2 millions non indemnisés) la précarité (la majorité des nouveaux emplois), la destruction des services publics, la fermeture de sites ou d'entreprises privées.

Hollande et le MEDEF, les syndicats jaunes (CFDT, CFTC...), proposent d'aggraver la situation avec le « Pacte de responsabilité », avec l'allègement des charges patronales (qui proviennent de la partie brute de nos salaires), nous obligeant à payer deux fois pour une prestation identique !

L'annonce de 50 milliards de réduction des dépenses publiques va aggraver l'austérité et la non satisfaction des besoins vitaux déjà mis à mal : santé, éducation, logements, transports, énergie ... Ce Pacte ne saurait être acceptable et amendé par des discussions entre « partenaires sociaux », il doit être combattu jusqu'à son retrait !

### **Non à l'UE et au capitalisme !**

Là aussi, il faut la clarté politique. La « gauche de la gauche » dénonce la politique de la Commission de Bruxelles. C'est juste mais insuffisant. Qui tire les ficelles de cette Commission ? Les grands groupes capitalistes qui imposent partout la même politique d'austérité, dirigent la Banque Centrale Européenne et s'assurent du contrôle des budgets nationaux. On ne saurait combattre l'UE ni en la servant comme le font l'UMP, le PS et leurs alliés, ni par le nationalisme xénophobe du type FN, mais pas plus par une « réorientation » de l'UE alors que cette dernière a été forgée par et pour les monopoles. Il faut refuser la politique et les diktats de l'UE (et derrière, de la classe capitaliste), en liant cette tâche au combat pour renverser le capitalisme, jusqu'au retrait national et international de cette instance impérialiste.

### **Forgeons l'opposition au capitalisme et au gouvernement social-démocrate !**

Ce qui a un coût pour le pays et les travailleurs, ce n'est pas du tout le prétendu « coût » du travail que le Capital, l'UMP, le FN, le PS, proposent « d'abaisser », ni même le « coût du Capital » évoqué par les réformistes, dans le rêve inconsistant d'un capitalisme aménagé où le Capital accepterait de partager des richesses (où a-t-on vu cela ?), mais c'est le coût du capitalisme. Ce système est devenu incapable de satisfaire les besoins même les plus vitaux. Il organise la destruction des conquêtes sociales, une véritable régression de civilisation : travail de nuit, le dimanche. Le social-démocrate Pascal Lamy ose proposer un SMIC Jeunes, qui serait inférieur au salaire minimal ... pour relancer l'emploi ! Toujours les mêmes recettes issues du MEDEF et qui engendrent la paupérisation. Il faut construire une large alliance populaire de toutes les victimes du capitalisme : ouvriers, employés, petits agriculteurs, intellectuels salariés et de la culture.

Pour cela, il faut, avec l'URCF, contribuer à faire renaître un véritable Parti communiste fidèle à ses principes fondateurs nés de la Révolution d'Octobre et de l'Internationale Communiste, ayant pour objectif le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, seule alternative de progrès au capitalisme. Ce combat prend appui sur la lutte quotidienne contre les restrictions des libertés démocratiques, pour des droits nouveaux par l'abrogation de la Vème République et une Constituante émanant des propositions des travailleurs dans les

entreprises et les quartiers. Combat qui implique la défense et la renaissance du syndicalisme de classe, indépendant du patronat, de l'État, de l'UE, outil incontournable pour organiser les grèves, luttes pour nos salaires, emplois, conditions de travail.

**Hollande et le MEDEF veulent nous faire payer la crise du capitalisme toujours plus. Ce gouvernement Valls dit de « combat » le sera contre le mouvement ouvrier.**

**La recomposition d'un camp progressiste implique la construction dans les luttes d'une large opposition populaire anticapitaliste au sein du prolétariat, des privés d'emploi, des jeunes, des femmes, de toutes les victimes du système d'exploitation et de ses relais politiques : UMP, FN, PS.**

**Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste** à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes mettant en cause son pouvoir et celui de son État. Notre adhésion à **l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**, qui nous apporte l'aide et l'expérience de partis frères étrangers très avancés dans cette voie, va nous appeler à de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Mouvement Communiste International et permettre de coordonner les luttes du prolétariat contre l'Union Européenne et l'impérialisme.

**Dans tous les combats**, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

## Luttes pour les salaires

*La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.*

*Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.*

*Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.*

*Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.*

*Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.*

*L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.*

**Keolis (transport en commun, Aude)**

Fin mars, les salariés des transports routiers en commun de Carcassonne et Narbonne se sont mis en grève pour des augmentations de salaires. Après 5 jours de grève, la direction patronale accepte de commencer à négocier. Encore 2 jours de grève et les salariés de Kéolis Aude se sont prononcés en assemblée générale, dans la nuit du 25 mars dernier, pour la reprise du travail avec les gains obtenus. Les provocations de la direction patronale, son refus de négocier pendant les 5 premiers jours du conflit, n'auront pas entamé la détermination des grévistes à voir avancer leurs revendications.

Pour la CGT, ce conflit a posé au grand jour le problème que constituent les délégations de services publics à des entreprises privées. Les travailleurs en lutte ont gagné :

- . 3% d'augmentation de salaire
- . 65€ de gratification sur la prime de vacances
- . Confirmation de 6 embauches en CDI
- . Mise en place de réunions sur la sécurité des salariés/usagers

**Au plan local comme national, dans chaque usine, entreprise ou service public, uni et déterminé dans la grève, le prolétariat peut tout remporter.**

**Forgeons dans les luttes une large opposition populaire anticapitaliste au sein du prolétariat, des privés d'emploi, des jeunes, des femmes, de toutes les victimes du système d'exploitation et de ses relais politiques : UMP, FN, PS.**

## Luttes pour l'emploi

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

**Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :**

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») **devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education, -Recherche-Culture-Communication-Poste).

*Sur notre site internet [urcf.fr](http://urcf.fr) vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.*

### **Bosal-le-Rapide (sous-traitant automobile, Marne)**

Les ouvriers du sous-traitant automobile Bosal-le-Rapide à Beine-Nauroy (Marne), filiale du groupe néerlandais Bosal, menaçaient jeudi 27 mars d'incendier leur usine pour obtenir de meilleures primes extra-légales après la liquidation judiciaire de l'entreprise en février.

"Nous avons placé des bonbonnes de gaz sur les grilles d'entrée et fabriqué un immense bûcher à l'intérieur des locaux que nous sommes prêts à allumer. La citerne à incendie a également été vidée", a expliqué le délégué syndical CGT.

Les 58 employés de l'usine spécialisée dans la fabrication de galeries de toit pour véhicules utilitaires occupent le site depuis la liquidation judiciaire de l'entreprise prononcée par le tribunal de commerce de Reims en février dernier. Les travailleurs revendiquent une prime extra-légale de 40.000 euros par personne.

"Le groupe nous propose 8.000 euros par personne alors qu'en février 2012 nos collègues licenciés avaient touché 25.000 euros, c'est inacceptable et nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout".

"Nous avons un projet de scop que le groupe a fait capoter en revenant sur sa promesse de nous louer les locaux, tout le monde ici est très en colère", a ajouté le délégué syndical.

En octobre 2011, le groupe néerlandais avait annoncé la fermeture de la partie attelage, délocalisée en Allemagne et en Hongrie, entraînant le licenciement de 86 employés.

En février 2012, les ouvriers de l'usine marnaise avaient bloqué le site durant deux semaines et séquestré par deux fois des dirigeants pendant quelques heures pour dénoncer "l'attitude méprisante" du groupe qui proposait aux salariés licenciés une prime transactionnelle de 8.000 euros contre l'engagement de ne pas les poursuivre en justice ultérieurement.

Ils avaient finalement repris le travail après avoir obtenu pour leurs collègues une prime de 25.000 euros nets et le paiement des jours de grève.

***Si L'URCF salue toutes ces luttes auxquelles elle apporte son soutien, y compris dans ses formes radicales, la solidarité implique aussi la franchise et la critique des insuffisances. Les communistes révolutionnaires doivent soutenir et développer les luttes et la solidarité de classe, les diriger contre les profits pour les emplois et les salaires. Les luttes, aussi radicales soient-elles, qui se résument à des augmentations d'indemnité de départ, s'éloignent des intérêts de classe des ouvriers. Nous ne nions pas la nécessité de cette douloureuse bataille, mais à l'issue seulement d'un combat général non victorieux pour le maintien des emplois et des sites qui nous font survivre aujourd'hui et ferons survivre nos enfants demain. L'absence organisée de véritable solidarité et de lutte à l'échelle nationale, conséquence du syndicalisme d'aménagement et d'accompagnement de la bureaucratie ouvrière, livre les travailleurs à leur propre sort. Les insuffisances, quand elles existent, ne sont pas dues aux travailleurs des entreprises concernées, mais bien à l'absence de toutes revendications nationales unifiantes portées par les confédérations - et notamment par la CGT dont ce fut la pratique dans sa période de classe et de masse - et au refus actuel des bureaucraties syndicales d'affronter politiquement et frontalement l'offensive social-démocrate anti-ouvrière. Offensive continue du capitalisme qui a pour objectif de détruire les conquêtes sociales arrachées par nos aînés et de faire payer la crise par ses victimes : le peuple-travailleur. Au centre de ces luttes sont posées les questions urgentes de la défense de l'emploi, de contrecarrer la paupérisation en exigeant une hausse des salaires, de lutter contre la précarité, de défendre les services publics contre la politique bourgeoise d'austérité de réduction drastique des moyens.***

***Pour sauver les emplois, emparons-nous dans la lutte du mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation avec contrôle ouvrier des entreprises casseuses d'emploi.***

## **Caisse primaire d'assurance maladie du Raincy (93)**

Le 24 mars, une quarantaine de téléconseillers de la Caisse primaire d'assurance maladie du Raincy (93) ont fait grève et ont manifesté devant le siège à Bobigny. Ils s'opposent à l'installation d'un nouveau logiciel de gestion qui fixe leurs horaires de travail, jusqu'ici en plages variables le matin et le soir, et empêche l'échange d'horaires entre collègues. «Pour être plus rentables, du jour au lendemain, on me demande d'être là tous les jours de 8H30 à 17H00 alors que je dois amener et récupérer mes enfants à l'école : je le vis très mal», dénonce une téléconseillère de 43 ans et mère de deux enfants. Ces agents doivent gérer entre 4000 et 5000 appels par jour. La CPAM 93 a menacé les grévistes de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement pour n'avoir pas «respecté les dispositions légales». Des salariés des différentes branches de la Sécurité sociale (maladie mais aussi famille et retraite) avaient aussi fait grève le 19 mars à l'appel de l'intersyndicale pour protester contre la baisse des effectifs, alors que la situation de précarité de la population victime de la crise capitaliste s'aggrave.

## **Free (télécommunication)**

Le 26 mars et les jours suivants, des salariés de l'opérateur Free ont fait grève sur les sites de la filiale Certicall à Marseille et à Bordeaux sur celui de Equaline, contre les projets d'annualisation du temps de travail, aggravant la flexibilité, instaurant le travail du samedi et augmentant les amplitudes horaires. Les syndicats réclament des compensations financières, l'instauration d'un 13<sup>ème</sup> mois et des jours de congés supplémentaires, de façon à ce que les 1,2 milliard de profits reviennent aux travailleurs qui les ont produits. Les travailleurs du site de Paris ont aussi rejoint le mouvement.

## **SNCF**

Le dimanche 30 mars au soir, les aiguilleurs de la gare Saint-Lazare à Paris ont fait grève et l'ont reconduite les jours suivants pour s'opposer à une réorganisation des postes. La grève a été lancée à l'appel de SUD-Rail qui s'oppose au plan de réorganisation des personnels d'aiguillage de la zone. La SNCF veut transférer les téléafficheurs qui gèrent les panneaux d'information des trains au départ et à l'arrivée, du centre d'aiguillage à un autre endroit dans la gare, ce qui impacterait négativement la régularité des trains.

**Un collectif national est né pour la**

**« nationalisation sans indemnisation,  
avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».**

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation,  
leur donnant une perspective politique.

-----  
**J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation ... :**

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

*La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.*

**Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.**

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

*En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.*

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

**L'URCF continue sa campagne** pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : Salariés d'Astrium, SNCM, Prisma Presse, personnel de l'éducation nationale de Seine Saint Denis et des Hauts de Seine...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

**Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !**

**Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !**

7 avril 2014

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF